

“M. Francken a commis une erreur” en fêtant Bob Maes

■ Vincent De Wolf, futur vice-président du MR, déplore le mépris du PS à son égard.

Entretien **Mathieu Colley**

Vincent De Wolf a rêvé d'être ministre-président bruxellois, ministre régional puis ministre fédéral. “Les circonstances” en ont voulu autrement, explique celui qui rempile pour cinq ans d'opposition MR au parlement régional de la capitale. En pleine polémique fédérale sur la N-VA.

Que vous inspirent les polémiques récentes touchant Jan Jambon et Theo Francken ?

Mon père a été prisonnier de guerre. On en a beaucoup parlé quand j'étais adolescent. Le frère de maman a été capturé et emmené de force en Allemagne. Mon grand-père a été pris en otage. Ce sont des choses qui ont marqué ma famille.

Et Monsieur Francken s'affiche avec un ancien collaborateur...

Je suis d'accord avec Viviane Teitelbaum : on n'instrumentalise pas le passé et cela ne peut pas faire l'objet d'un débat entre majorité et opposition. C'est donc une faute de prêter le flanc à ces choses par une attitude, un comportement, des paroles. M. Francken a commis une erreur qui nécessitait une mise au point claire et nette, des excuses et une prise de parole disant qu'il est le secrétaire d'Etat de tous.

Les excuses de Theo Francken vous suffisent-elles ?

C'est l'avenir qui nous le dira. Il faut maintenant qu'il soit à la hauteur de ce qu'il a dit au Parlement. Mais ce sont des choses qui ne doivent pas arriver. Une répétition de ce genre de comportement ne serait pas acceptable.

Avec démission à la clé ?

Je ne sais pas répondre à cette question.

Dans certains écrits, M. Francken hiérarchise les gens en fonction de leurs origines...

Il est indispensable qu'un citoyen reçu par un mandataire se sente reçu de manière neutre, objective et impartiale. Si cela est mis en cause, cela posera un problème majeur.

Ne craignez-vous pas que la N-VA porte atteinte aux intérêts de Bruxelles ? Vous aviez parlé de parti “bruxellicide” à une époque.

J'ai dit que le programme de l'époque de la N-VA n'était pas acceptable. Mais j'ai toujours dit qu'il faudrait tenir compte

des résultats électoraux pour ce qui concerne le fédéral. A cela s'ajoute la précipitation panique du PS de former des majorités régionales. Aujourd'hui, la main du fédéral est tendue vers la région bruxel-

loise mais la majorité se comporte comme un village retranché.

Que voulez-vous dire par “main tendue” ?

C'est proposer une concertation sur le survol de Bruxelles. Faire une table ronde avec les partenaires sociaux sur le chômage et l'emploi, l'insertion des chômeurs de longue durée dans des travaux d'intérêt général et sur d'autres sujets encore. Tout cela est dans la déclaration gouvernementale fédérale. Nous espérons une prise de position du ministre-président Vervoort mais en lieu et place, nous avons eu une négation totale de cette déclaration. On s'est comporté comme si le fédéral n'existait pas. Comme si le fédéral était infréquentable parce que le PS n'y est pas. Ils ont supprimé la possibilité d'avoir des administrateurs de l'opposition à la Stib ou dans d'autre OIP. Je ressens un mépris. Quand je prends la parole au Parlement, on n'écoute même pas, on pianote sur ses tablettes, on regarde Laurette Onkelinx à la Chambre, on regarde ailleurs, on fait des calembours. Cette revanche n'est pas digne d'un grand parti. Cent mille personnes ont voté pour nous. Ces gens méritent le respect et l'écoute.

Vous vouliez être ministre-président puis rentrer au gouvernement fédéral. Au final, vous restez au Parlement régional. Êtes-vous un homme déçu ?

Il faut accepter l'hypothèse où l'ambition de la ministre-présidence ne se réalise pas. Je ne me plains pas. Beaucoup chez les socialistes étaient prêts à travailler avec moi. D'autres en ont décidé autrement. Au niveau du fédéral, mon nom a été cité longtemps. Les circonstances ont fait que ça ne s'est pas fait, je n'ai pas de déception, cela ne change pas mon engagement. Je n'étais pas candidat mais si la question m'avait été posée, j'aurais dit oui. Mais je n'ai fait aucune démarche. J'ai eu un entretien de très grande qualité avec Charles Michel qui a choisi de me donner des responsabilités au top du parti (la vice-présidence, Ndlr).

Le gouvernement fédéral s'apprête à appliquer le moratoire au plan de survol de Bruxelles. Faut-il une étude d'incidence ?

Non. Nous sommes certains qu'il faut une

étude d'incidence et une concertation avant d'adopter des routes, ce que n'a pas fait Wathélet. Mais on n'en est pas là. Il s'agit ici de se conformer à une décision de justice en urgence.

L'ordonnance du tribunal qui a condamné le plan dit aussi qu'il faut des études d'incidence pour toute nouvelle route. Or l'ancien virage gauche a été supprimé.

Non. La meilleure preuve c'est qu'on ne sait pas suivre les procédures de concertation dans un délai de trois mois. Si vous lisez les motifs, elle dit de revenir à la situation antérieure au 6 février. Les procédures de concertation ne permettent pas de rester dans les délais.

Au final, l'ancien virage disparaîtra, c'est un engagement ?

Je n'ai jamais dit autre chose. Mais je répète que pour nous, le moratoire est la moins mauvaise des solutions et qu'elle est naturellement temporaire. La ministre en charge (la MR Jacqueline Galant, Ndlr) va faire ce qu'il faut au niveau des concertations, des études avant de proposer les routes qui impacteront les zones les moins densément peuplées.

Le nouveau plan verra le jour dans les 5 ans ?

Bien avant. Il y a des possibilités pour réduire les nuisances : l'ILS (un système de sécurité à l'atterrissage, Ndlr), l'allongement des pistes.

L'ILS, cela veut dire plus d'atterrissages sur Bruxelles, non ?

Cela doit améliorer la situation. Cela doit être concerté. C'est l'une des pistes.

Le MR va demander l'allongement de la nuit aérienne ?

Je vais laisser la ministre travailler et voir les acteurs concernés avant de faire des propositions.

“Quand je prends la parole au Parlement, on n'écoute même pas, on pianote sur ses tablettes, on regarde Laurette Onkelinx à la Chambre, on regarde ailleurs, on fait des calembours.”

VINCENT DE WOLF
Futur président du MR.